

Convention collective

IDCC : 9341. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(HÉRAULT)**

(28 février 1952)

(Étendue par arrêté du 17 juillet 1954,
Journal officiel du 10 août 1954)

AVENANT N° 164 DU 8 JUILLET 2008

NOR : *AGRS0897148M*

IDCC : 9341

Entre :

Le groupement des employeurs de main-d'œuvre agricole ;

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

Le syndicat des producteurs de raisins de table ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles (SNCEA) CGC, section de l'Hérault ;

Le syndicat des salariés des productions coopératives de l'agriculture, des industries et de l'artisanat alimentaires de l'Hérault (SGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation, interrégion Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur FO ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture, section de l'Hérault CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le premier alinéa de l'article 1^{er} est ainsi rédigé :

« Sous réserve des dispositions spécifiques aux salariés mentionnés à l'article 4, le présent accord concerne les salariés des exploitations :

- de polyculture, viticulture et élevage ;
- de maraîchage ;

- d'horticulture et de pépinières ;
- des champignonnières ;
- des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

de l'Hérault. »

Article 2

Les salariés soumis à la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 sont indemnisés aux taux fixés par l'article 20 de ladite convention.

Pour ces salariés, à compter du 1^{er} octobre 2008, les taux de cotisations à la charge des employeurs finançant la garantie de ressources du 11^e au 20^e jour d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée sont les suivants :

- tranche A : 0,12 % ;
- tranche B : 0,29 %.

Pour les salariés susmentionnés, la gestion de la garantie de ressources est assurée par la caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles (CPCEA).

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 8 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)